7 août — Arrêté n° 376-MFEP-MF-CR rapportant l'arrêté n° 33-VP/MFE/MF/CR du 27 janvier 1966 portant concession de pensions de veuve et d'orphelin de M. DENADOU Mathias ..	438
12 août — Décision n° 635-D/MFEP/T portant autorisation de paiement d'une somme au profit du programme des Nations Unies pour le développement	439
Décisions portant affectations et nominations	439
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	
Arrêté portant nomination	439
MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Arrêtés et décisions portant titularisation, engagements, passage automatique d'échelon, admission au concours direct pour le recrutement de rédacteurs et assistants de production de la radiodiffusion, changement de corps, fin de détachement, suspension de fonctions, incarcération, acceptation de démissions, licenciement et révocation.	440
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	
Décisions portant nomination	441
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	
Arrêtés portant nomination et admission en 3 ^e année de l'école nationale de sages-femmes d'Etat	441

DIVERS

1970	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	
30 juill. — Arrêté n° 15-MEN/SPE portant autorisation provisoire d'ouverture du 2 ^e cycle d'enseignement secondaire au collège privé de Nyékonakpé à Lomé	441

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN 1970	
6 août — Circulaire n° 16-MFEP relative au règlement des importations d'une valeur inférieure à 125.000 francs cfa	441

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture de cyclomoteurs destinés à la région centrale et à la région des plateaux)	442
Situation de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest au 31 juillet 1970.	442

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 14 du 28-7-70 portant modification de l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 portant loi de finances pour l'exercice 1969 (1^{er} collectif 1969).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 63-27 du 17-1-63 portant modification de la loi n° 24 du 27 décembre 1962 portant loi de finances pour l'exercice 1963 ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 6 septembre 1969 portant modification de l'ordonnance n° 42 du 7 décembre 1967 portant loi de finances pour l'exercice 1968 ;

Vu l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 portant loi de finances pour l'exercice 1969.

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie et du plan,

ORDONNE :

Article premier — Il est ouvert dans les écritures du trésor, le compte d'affectation spécial n° 112-41 intitulé : « Fonds Consignés Sécurité Sociale ».

Ce compte sera crédité des 2,40% de retenues opérées sur les salaires des agents non fonctionnaires.

Il sera débité des remboursements effectués au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Art. 2 — Il est ouvert dans les écritures du trésor, le compte spécial n° 113-40 intitulé « Fonds de roulement — Bâtiment P.N.U.D. ».

Ce compte sera crédité du montant des loyers perçus par l'occupation des bâtiments résidentiels construits dans le cadre de l'accord conclu le 16 décembre 1968 entre le gouvernement et le P.N.U.D.

Il sera débité des dépenses de construction d'autres bâtiments dans les conditions fixées par le gouvernement en accord avec le P.N.U.D.

Art. 3. — Il est ouvert dans les écritures du trésor, le compte spécial n° 115-39 intitulé « Fonds pour les Recherches Minières ».

Ce compte sera crédité de 15% des dividendes résultant de l'exploitation de toutes les ressources minières.

Il sera débité des dépenses liées aux travaux de recherches minières.

Art. 4. — Les ressources affectées au budget général, exercice 1969 sont augmentées de 885.159.000 francs conformément au développement qui en est donné à l'état A annexé à la présente ordonnance.

Art. 5. — Les ressources affectées au budget d'investissement, gestion 1969 sont augmentées de 73.762.277 francs conformément au développement qui en est donné à l'état J annexé à la présente ordonnance.

Art. 6. — Le plafond des crédits applicables au budget général, exercice 1969 est augmenté de 501.217.000 francs conformément à la répartition qui en est donnée à l'état B annexé à la présente ordonnance.

Art. 7. — Le plafond des crédits applicables au budget d'investissement, gestion 1969 est augmenté de 73.762.277 francs conformément à la répartition qui en est donnée à l'état K annexé à la présente ordonnance.

Art. 8. — Le résultat des opérations au budget général pour l'exercice 1969 est évalué comme suit :

Recettes : 6.533.226.000 + 885.159.000 = 7.418.385.000 francs

Dépenses : 6.533.226.000 + 501.217.000 = 7.034.443.000 francs

Excédent : 383.942.000 francs

Art. 9. — Le résultat des opérations du budget d'investissement pour l'exercice 1969 est évalué comme suit :

Recettes : 450.000.000 + 73.762.277 = 523.762.277 francs

Dépenses : 450.000.000 + 73.762.277 = 523.762.277 francs

Art. 10. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République.

Lomé, le 28 juillet 1970

Gal. E. Eyadéma